

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C  
BUREAU C2

INSTRUCTION N° 88-94-A1-2-3  
du 2 août 1988

NOR : BUD R 88 00108 J

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° ..... du .....

REMBOURSEMENT DES EXCÉDENTS DE VERSEMENT

ANALYSE

*Augmentation du seuil de règlement d'office des dépenses des organismes publics*

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 74-77-A1-2-3 du 29 mai 1974, § 133 et suivants

L'arrêté du 21 mars 1988, dont le texte est reproduit en annexe, a relevé de 1.000 F à 4.000 F le seuil de règlement d'office des dépenses des organismes publics.

Cette mesure concerne en particulier les excédents de versement constatés en matière de recouvrement des impôts directs.

Les modalités pratiques de remboursement sont exposées par l'instruction n° 74-77-A1-2-3 précitée.

Dans l'attente de leur modification, les cartes-lettres avis de remboursement actuellement en service seront rectifiées manuellement.

L'attention des comptables est spécialement appelée sur l'intérêt qui s'attache à l'utilisation la plus large possible des facilités de remboursement d'office (éventuellement par virement postal ou bancaire si les coordonnées des bénéficiaires sont connues). Le relèvement de seuil doit permettre d'alléger de manière significative le suivi des excédents de versement restant à rembourser, jusqu'à la date d'intervention de leur prescription. Il appartient aux comptables centralisateurs, en particulier à l'occasion de l'examen annuel de l'état des sommes restant à rembourser, de vérifier les motifs qui s'opposent au remboursement d'office des excédents inférieurs à 4.000 F.

Toute difficulté d'application devra être signalée à la direction sous le présent timbre.

Le directeur de la Comptabilité publique,  
Pour le directeur de la Comptabilité publique :  
Le sous-directeur,  
François BERGÈS.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE
RF	TP-RP	P	TOM	CSOM	CPE	CSE	CRP
PGA	SR	ACAP	BA	IP	SIA	DP	

DIFFUSION  
GT

63

## ANNEXE

— 2 —

à l'Instruction n° 88-94-A1-2-3

du 2 août 1988

### ARRÊTÉ DU 21 MARS 1988

**modifiant l'arrêté du 23 juillet 1979 relatif au règlement par virement de compte et par chèque barré  
et règlement d'office des dépenses des organismes publics**

NOR : BUD R 88 03044 A

LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION, ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ  
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION, CHARGÉ DU BUDGET,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la Comptabilité publique, et  
notamment l'article 34;

Vu le décret n° 65-97 du 4 février 1965 relatif aux modes et aux procédures de règlement des dépenses des  
organismes publics, et notamment l'article 8;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1979 relatif au règlement par virement de compte et par chèque barré et règlement  
d'office des dépenses des organismes publics,

#### ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté du 23 juillet 1979 susvisé est modifié comme suit :

« Le montant au-dessous duquel il pourra être procédé d'office au règlement des dépenses des organismes  
publics est fixé à 4.000 F. »

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mars 1988.

*Le ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du Trésor,*

J.-C. TRICHET.

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation,  
chargé du Budget,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la Comptabilité publique,*

R. BARBERYE.